

Unité départementale de Loire-Atlantique  
5 rue Françoise Giroud  
CS 16326  
Cedex 2  
44036 Nantes

Nantes, le 12/06/25

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

### **Visite d'inspection du 28/05/2025**

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

### **SOC FRANCAISE DONGES-METZ-Parc D**

47 avenue Franklin Roosevelt  
77210 Avon

**Références :** N2-2025-625

**Code AIOT :** 0100022226

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/05/2025 dans l'établissement SOC FRANCAISE DONGES-METZ-Parc D implanté Route de Mesquene 44420 Piriac-sur-Mer. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOC FRANCAISE DONGES-METZ-Parc D
- Route de Mesquene 44420 Piriac-sur-Mer
- Code AIOT : 0100022226
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société SFDM exploite un dépôt pétrolier (parc D).

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN25 Perte d'utilités
- Eaux souterraines

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
7	Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Demande d'action corrective	

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
8	Arrêts et mise en sécurité (3.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Demande d'action corrective	
9	Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande d'action corrective	
10	Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64	Demande d'action corrective	
14	Plan d'action (6)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Demande d'action corrective	
15	Surveillance eaux souterraines	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 55	Demande d'action corrective	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Protection contre la foudre	AP de Mise en Demeure du 20/12/2023, article 1	Sans objet
2	Mesure de niveau dans les bacs	Arrêté Ministériel du 21/06/2019, article 11-6	Sans objet
3	Réservoir double paroi – systèmes de détection	Arrêté Ministériel du 21/06/2019, article 11-3	Sans objet
4	Réservoir double paroi – défense incendie	Arrêté Ministériel du 21/06/2019, article 11-4	Sans objet
5	Réservoir double paroi – défense incendie	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 25-6	Sans objet
6	Alimentation en énergie et utilités associées (1)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
11	Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secourus) (4.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
12	Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7	Sans objet
13	Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats de la précédente inspection ont été traités.

En cas de perte d'alimentation électrique, les installations sont mises à l'arrêt. Tout transfert de produit est stoppé. Aucun risque de dérive de procédé, ni aucune situation dangereuse n'est identifié par l'exploitant dans son étude de dangers. Des moyens de secours sont présents. En revanche, la procédure exigée par la réglementation pour formaliser les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations n'est pas en place. Ainsi, aucune stratégie en cas de perte d'électricité n'est formalisée, les arrêts d'installations et les actions de mise en sécurité ne sont pas clairement définis, les modalités de maintien de la surveillance ne sont pas déterminées. L'organisation de l'exploitant repose sur les connaissances de l'ensemble du personnel.

L'attention de l'exploitant est attirée sur la question du vieillissement de son poste d'alimentation électrique et sur le retour d'expérience de l'accidentologie (<https://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/>).

Les résultats de la surveillance de la qualité des eaux souterraines sont conformes. Aucune pollution n'a été détectée. Le sens d'écoulement est à préciser. L'étude hydrogéologique est à transmettre.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Protection contre la foudre

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 20/12/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, foudre
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société Française Donges-Metz (SFDM) dont le siège social est situé 47 avenue Franklin Roosevelt 77210 Avon, exploitant des installations de stockage de liquides inflammables désignées Parc D situées à Piriac-sur-Mer, route de Mesquene est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 33 de l'arrêté ministériel du 21 juin 2019 dans un délai de 4 mois à compter de la date de la notification du présent arrêté en procédant à la mise à jour de l'analyse du risque foudre, à l'étude technique ainsi qu'aux travaux rendus nécessaires à l'issue de ces 2 expertises techniques.
<b>Constats :</b>  Constat 2024 : L'exploitant devra justifier de la réalisation des travaux nécessaires à la protection des installations contre la foudre au plus tard le 30/06/2024. Passé ce délai, si ces travaux ne sont pas réalisés, il sera proposé au préfet de mettre en place une astreinte administrative journalière.

Constat 2025 : L'exploitant a transmis les éléments attendus par lettre du 28/06/2024. Les travaux nécessaires ont été réalisés. L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 20/12/2023 a été abrogé par l'arrêté préfectoral n°2024/ICPE/308 du 20/09/2024.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Mesure de niveau dans les bacs

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 21/06/2019, article 11-6

**Thème(s) :** Risques accidentels, incendie/fuite

### **Prescription contrôlée :**

Pour chaque réservoir l'exploitant a défini une hauteur et un volume de produit que l'on appelle le barème.

Chaque réservoir de stockage de liquide inflammable atmosphérique, à axe vertical, est équipé de détecteurs de niveau sur deux chaînes indépendantes :

- une jauge de niveau permettant la mesure en continu du niveau de liquide dans le réservoir.

Cette jauge est munie des seuils suivants :

- un seuil de niveau "haut" (fixé à 99 % du NTH) ; le franchissement de ce seuil déclenche une alarme sonore et visuelle ;

- un seuil de niveau "fermeture des circuits" (fixé à 99,5 % du NTH) ; le franchissement de ce seuil déclenche :

- une alarme sonore et visuelle transmise ;

- la mise en sécurité du circuit du réservoir concerné ;

- une sonde de contact :

- en cas de dépassement d'un seuil de niveau "très haut" (fixé à 100 % du barème) elle déclenche :

- une alarme sonore et visuelle ;

- la mise en sécurité des installations (fermeture automatique de toutes les vannes motorisées des installations « basse pression ») ;

Lors d'une opération de remplissage ou de vidange d'un réservoir de stockage, le niveau du liquide dans ce réservoir est relevé toutes les heures par un opérateur d'exploitation présent sur place.

### **Constats :**

Constat 2024 : Le manuel opératoire du superviseur est ancien. Il est recommandé d'en faire une mise jour.

L'exploitant transmettra la liste des MMR, les fiches descriptives de chaque MMR (état initial) avec leurs plans et programmes d'inspection, conformément à l'article 7 de l'arrêté ministériel du 4/10/2010.

L'exploitant transmettra, pour chaque bac, la note de calcul déterminant le niveau NTH et la justification qu'un débordement de bac n'est pas possible entre la détection du NTH et la fermeture effective de toutes les vannes motorisées, considérant le débit d'emplissage maximum.

Constat 2025 :

L'exploitant a répondu par lettre du 28/06/2024 et par courriel du 21/05/2025.

<p>Le manuel opératoire du superviseur a été mis à jour le 9/07/2024, le 12/11/2024 et le 17/01/2025. Ce manuel s'applique aux parcs A, B, C, D. La mise à jour a été réalisée par la division technique du siège. Cette mise à jour a consisté à intégrer des opérations déjà effectuées et connues par le personnel. Ce manuel est intégré dans le système de gestion de la sécurité.</p> <p>Les fiches descriptives de chaque MMR ont été transmises ainsi que le plan de leur implantation. La fréquence et la nature des tests y sont intégrés. Cette liste sera intégrée dans l'étude de dangers en cours de mise à jour. L'exploitant annonce une remise de cette étude avec les réponses aux compléments demandés à la notice de réexamen quinquennal pour le 15 juin 2015.</p> <p>La fiche de test de la MMR C a été transmise. Le test a été réalisé le 18/06/2024. Le résultat est valide. La fiche de test indique bien les critères d'acceptation du test. La fréquence du test est annuelle. Le prochain test est programmé d'ici le 15/06/2025.</p> <p>L'exploitant a transmis la fiche de vie du détecteur de niveau très haut du bac D (sonde contact). Deux types de tests (test de la fourchette ou test en réel) sont réalisés. Si un test en réel n'a pas été réalisé sur une période de 2 ans, alors l'équipement est remplacé. Or La fiche de vie n'indique pas précisément le type de test réalisé.</p> <p>L'exploitant a transmis la note de calcul déterminant le niveau NTH. Il explique qu'après la visite décennale d'un bac et son barèmage, le bac est rempli avec une marge de sécurité de 2 m, et toutes les côtes servant à la détermination du niveau NTH sont reprises. Cette note indique qu'un volume de sécurité de 996 m<sup>3</sup> dans le bac D1 et de 976 m<sup>3</sup> dans les bacs D2 et D3 est gardé disponible dans le bac. En cas d'arrêt d'urgence, compte-tenu du débit de remplissage et de la durée nécessaire pour fermer le dépôt en sécurité, le volume de produit est évalué à 17 m<sup>3</sup>. Ainsi, le risque de débordement pendant l'arrêt d'urgence est écarté. La marge de sécurité est importante. L'exploitant réfléchit à optimiser l'exploitation de ses bacs en réduisant cette marge.</p> <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>La fiche de vie des détecteurs de niveau très haut dans les bacs d'hydrocarbures est à ajuster pour faire apparaître le type de test réalisé et la nécessité ou non de remplacer l'équipement si un test en réel n'a pas été réalisé dans les 2 ans.</p> <p>Si l'exploitant décide d'optimiser l'exploitation de ses bacs, les modifications nécessaires devront respecter la procédure de gestion des modifications du système de gestion de la sécurité (SGS). L'exploitant devra notamment justifier que la marge de sécurité reste suffisante pour prévenir le risque de sur remplissage.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
--

### N° 3 : Réservoir double paroi – systèmes de détection

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 21/06/2019, article 11-3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, incendie/fuite
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dispositions de ce point s'appliquent aux réservoirs du parc D à double paroi numérotés D1 à D3.</p> <p>La distance entre la robe du réservoir et la seconde paroi qui est environ égale à 1,8 m, est limitée au strict nécessaire pour assurer le placement des organes de sectionnement et permettre l'exploitation et la maintenance courante.</p>

La capacité de rétention est dimensionnée de manière à pouvoir contenir 100 % du volume du réservoir qu'elle contient et le volume nécessaire à l'extinction d'un incendie.

La seconde paroi formant rétention, qui est en béton, est RE 240, c'est-à-dire pare-flammes pendant 4 heures.

L'espace annulaire est équipé d'une détection adaptée à la nature du liquide inflammable stocké, d'une détection « feu » et de moyens fixes de déversement de mousse.

La détection de présence de liquide inflammable dans l'espace annulaire provoque l'arrêt immédiat du remplissage du réservoir, son isolement et le déclenchement automatique de déversement de mousse dans l'espace annulaire.

En l'absence de présence humaine sur le site ou si le délai d'intervention incendie est supérieur à vingt minutes, la détection feu provoque l'isolement du réservoir et le déclenchement automatique du déversement de mousse dans l'espace annulaire.

#### **Constats :**

Constat 2024 : Pour chaque bac, l'exploitant justifiera que la hauteur de la seconde paroi est suffisante pour contenir 100 % du volume du contenu dans le réservoir et le volume nécessaire à l'extinction d'un incendie.

L'exploitant justifiera le caractère RE 240 des couronnes des bacs.

L'exploitant doit veiller à nommer chaque équipement de sécurité de façon à les identifier facilement.

Il est recommandé d'isoler l'espace annulaire en permanence. En cas de présence d'eau dans l'espace annulaire, une ouverture manuelle ou automatique d'une vanne en sortie de l'espace annulaire permettrait de purger l'eau en l'envoyant vers le séparateur.

L'efficacité des boules densimétriques doit être démontrée. Il est rappelé que tous les dispositifs qui font partie d'une MMRI doivent obligatoirement être testés.

L'exploitant mettra à jour sa procédure 409 de test puisque :

- l'action réalisée pour déclencher un des deux détecteurs de liquide inflammable (dispositif optique) ne correspond pas à ce qui est indiqué dans la procédure 409. En revanche, l'exploitant a présenté la recommandation du constructeur et il a pu être constaté que l'action réalisée correspond à cette recommandation.

- le test n°15 bis du second détecteur d'hydrocarbures (membrane polymère réticulée a priori) ne figure pas dans la procédure.

#### **Constat 2025 :**

L'exploitant a répondu par lettre du 28/06/2024 et par courriel du 21/05/2025.

L'exploitant a transmis la note justifiant le volume de rétention de chaque bac. Le volume de rétention est suffisant pour contenir le volume d'hydrocarbures contenu dans le bac et le volume du mélange d'eau et d'émulseur pour la défense incendie. Il y a une marge de près de 5000 m<sup>3</sup>.

L'exploitant a justifié le caractère RE240 des couronnes des bacs. Selon le guide liquides inflammables, un mur en béton armé de 25 cm d'épaisseur avec un enrobage des aciers de 7 cm permet une résistance au feu pendant 4 h. L'exploitant a transmis une étude de résistance d'une couronne en béton armé aux effets de surpression engendrés par l'explosion d'un bac d'hydrocarbures faite par Bureau Veritas en 2011. Pour le bac étudié, le recouvrement de l'acier est

au moins égal à 7 cm. Bien que cette étude ait été faite pour un bac d'un autre dépôt, elle indique que ce bac est « *considéré comme représentatif des bacs de stockage protégés par mur pare-éclats des parcs de stockage d'hydrocarbures exploités par SFDM* ».

L'exploitant a nommé chaque équipement de sécurité (vu sur site l'étiquette du détecteur d'hydrocarbures Vegase dans le manifold gare racleur et l'étiquette du détecteur d'hydrocarbure dans l'espace annulaire du bac D1).

Une modification a été faite pour isoler l'espace annulaire en permanence. L'exploitant a transmis l'extrait de l'EDD décrivant la gestion des eaux hydrocarbonnées (eau de toiture, eau de fond de bac et eau de la rétention). Sur site, il a été constaté que l'espace annulaire du bac D1 était isolé. La vanne n°2 reste à motoriser. Une demande de devis a été faite.

Une campagne de vérification de l'efficacité des boules densimétriques a été réalisée le 23/04/2025, le 24/04/2025 et le 25/04/2025 lors de la maintenance des séparateurs 5 ppm. Le PV de maintenance indique qu'un contrôle de la flottaison des boules densimétriques est réalisé. Une hauteur est mesurée et le résultat du test est indiqué « validé ». L'étanchéité du dispositif est contrôlée lors du nettoyage quand le séparateur est vide.

La procédure 409 a été mise à jour le 17/10/2024.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Réservoir double paroi – défense incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 21/06/2019, article 11-4

**Thème(s) :** Risques accidentels, incendie/fuite

**Prescription contrôlée :**

Pour les équipements destinés à combattre un incendie dans l'espace annulaire de tous les réservoirs à double paroi, sont notamment mis en place les dispositions suivantes :

- les moyens de pompage en eau et en émulseurs disposent d'un équipement de secours ;
- la génération de solution moussante dispose d'un équipement de secours ;
- le réseau d'eau d'incendie et de pré-mélange est maillé ;
- les moyens d'application de la mousse disposent d'un équipement de secours ;
- les réserves d'émulseurs disposent d'un équipement de secours.

**Constats :**

Constat 2024 : Il est demandé à l'exploitant d'équiper son réservoir d'émulseur d'un indicateur de niveau.

L'exploitant indiquera le volume présent dans ce réservoir (sur le réservoir il est indiqué 14 m<sup>3</sup> alors que le besoin indiqué dans le document de stratégie de défense contre l'incendie est de 15 m<sup>3</sup>).

Constat 2025 :

L'exploitant a répondu par lettre du 28/06/2024.

Le réservoir a été équipé d'un indicateur de niveau. Le volume présent est de 15 m<sup>3</sup>.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Réservoir double paroi – défense incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 25-6

**Thème(s) :** Risques accidentels, incendie/fuite



**Prescription contrôlée :**

Le réseau de l'exploitant est conçu de telle sorte qu'il puisse être secouru et réalimenté par les moyens de lutte contre l'incendie des services de secours publics en cas de défaillance de l'ensemble du réseau principal et du (ou des) réseau(x) de secours. Le réseau principal est testé tous les ans par l'exploitant. Le dispositif d'alimentation du réseau de secours est compatible avec les moyens des secours publics.

**Constats :**

Constat 2024 : L'exploitant justifiera que le dispositif d'alimentation du réseau de secours est compatible avec les moyens des secours publics en fournissant un compte-rendu d'exercice dont l'objectif est de tester ce dispositif, ou en fournissant l'avis du SDIS.

Constat 2025 :

L'exploitant a répondu par lettre du 28/06/2024.

L'exploitant a obtenu une réponse du SDIS sur la compatibilité du dispositif d'alimentation avec les moyens du SDIS. Le SDIS valide les informations données par l'exploitant et il demande à l'exploitant de s'assurer du respect de plusieurs recommandations techniques. L'exploitant a bien pris en compte ces recommandations. Des travaux de rénovation du bac de stockage d'eau de la défense incendie sont programmés à l'été. Le bac sera vidé. Une réserve d'eau provisoire (bâche souple) a été installée.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant veillera au respect des recommandations du SDIS lors des travaux de réfection du bac de stockage d'eau pour la défense incendie.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Alimentation en énergie et utilités associées (1)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Alimentation en énergie

**Prescription contrôlée :**

Arrêté du 04/10/2010

Art. 56

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. [...]

**Constats :**

Les utilités listées dans l'étude de dangers sont l'électricité, l'eau, le carburant, l'émulseur et les moyens de communication (oralement, l'exploitant indique également la présence d'un compresseur d'air pour le démarrage du groupe électrogène).

L'alimentation électrique est assurée par une ligne de 20 kV. Le poste de livraison est situé à côté du portail secondaire. L'exploitant a présenté un rapport de contrôle du poste de livraison établi

par Schneider en juillet 2022 qui recommande de remplacer l'ensemble des fusibles. Ce poste est ancien. L'exploitant est alerté de l'obsolescence de certaines pièces. Il indique avoir remplacé plusieurs cellules du poste et disposer de cellules de rechange supplémentaires récupérées sur d'autres installations d'autres sites. Il assure procéder aux opérations de maintenance nécessaires.

En cas de perte d'alimentation électrique, le superviseur (tableautiste) est prévenu par une alarme visuelle et un changement d'état sur l'écran de la supervision. Le centre de dispatching national situé à Avon est également alerté, et il est chargé d'alerter les équipes sur site de toute perte d'alimentation électrique.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

La liste des utilités dans l'EDD est à compléter avec l'air pour le démarrage du groupe électrogène.

Le retour d'expérience de l'accidentologie montre qu'un poste de livraison électrique vieillissant peut être à l'origine d'une coupure d'alimentation électrique. Le remplacement du poste est donc à envisager (proposer un délai). A défaut, l'exploitant transmettra une synthèse de la maintenance réalisée sur le poste, des observations émises par la société Schneider et des réponses apportées à celles-ci afin de démontrer que le poste actuel peut-être maintenu en service.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Stratégie en cas de perte d'utilité électrique

**Prescription contrôlée :**

Arrêté du 04/10/2010

Art. 56

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. [...]

**Constats :**

L'exploitant n'a pas de stratégie formalisée en cas de perte d'alimentation électrique.

Il indique qu'en cas de perte d'alimentation électrique :

- le groupe électrogène doit démarrer et secourir tous les équipements du site,
- tout transfert de produit est stoppé,
- le site est mis à l'arrêt,
- aucune mise en sécurité particulière n'est engagée,
- il n'y a pas d'installation critique susceptible d'avoir des effets imprévus ou différés,
- il n'a pas identifié les effets cascades sur les autres utilités à l'échelle du site,

<ul style="list-style-type: none"> <li>• les onduleurs secourent les automates programmables, les ordinateurs de supervision, les clapets de pied de bac et les sondes de niveaux,</li> <li>• l'autonomie des onduleurs est de 30 minutes,</li> <li>• l'autonomie du groupe électrogène est estimée à plusieurs jours par l'exploitant.</li> </ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
<p>L'exploitant doit définir, dans une procédure, les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de perte d'alimentation électrique, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective

### N° 8 : Arrêts et mise en sécurité (3.a)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Mise en sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art. 56</p> <p>[... ] L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p> <p>Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. [...]</p>
<b>Constats :</b> <p>Les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de perte d'alimentation électrique ne sont pas formalisées. Les équipements secourus ne sont pas listés.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>La procédure relative aux conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de perte d'alimentation électrique doit préciser :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la liste des équipements à secourir sans délai,</li> <li>• la liste des équipements non secourus et à l'arrêt,</li> <li>• la liste des équipements non secourus et mis en sécurité,</li> <li>• la liste des équipements pouvant être secourus après un délai donné,</li> <li>• l'état des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques (maintien en service ou mis automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale).</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective

## N° 9 : Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Mise en sécurité

**Prescription contrôlée :**

Arrêté du 04/10/2010

Art. 59 « Consignes d'exploitation et de sécurité.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;
- l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens

<p>d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</p> <p>-les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;</p> <p>-la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;</p> <p>-l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;</p> <p>-l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Aucune action de mise en sécurité particulière n'est à réaliser en cas de perte d'alimentation électrique selon l'exploitant. Dans cette situation, le site est mis à l'arrêt.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>La procédure relative aux conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de perte d'alimentation électrique doit soit confirmer qu'aucune action de mise en sécurité n'est nécessaire en cas de perte d'alimentation électrique, soit préciser les actions à mener.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>

#### N° 10 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Mise en sécurité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art. 64 « Equipements à l'arrêt.</p> <p>En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.</p> <p>Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).</p> <p>Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements. »</p>
<p><b>Constats :</b></p>

<p>En cas de perte d'alimentation électrique, le superviseur peut visualiser à l'écran le démarrage effectif du groupe électrogène.</p> <p>Si le groupe électrogène fonctionne correctement, il peut poursuivre la surveillance des reports de niveaux et reports d'alarmes.</p> <p>Si le groupe électrogène ne fonctionne pas correctement, la détection de fuite peut être assurée par surveillance humaine, depuis le haut des bacs pour les fuites dans l'inter-paroi, et depuis le sol pour les fuites dans les manifolds gare racleur et pomperie BP.</p> <p>Les actions de surveillance à mettre en place en cas de perte d'alimentation électrique ne sont pas formalisées dans une procédure.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Les actions de surveillance à mettre en place en cas de perte d'alimentation électrique sont à formaliser dans une procédure.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>

#### N° 11 : Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secours) (4.a)

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 « Utilités.</p> <p>L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.</p> <p>L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p> <p>Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'un groupe électrogène de secours et d'onduleurs.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 12 : Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7</p>
---

<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique
<b>Prescription contrôlée :</b>  Arrêté du 26/05/2014 Art. 7 « Lorsque les mesures de maîtrise des risques ne sont pas mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale, les réseaux d'utilités les alimentant, lorsqu'ils sont nécessaires à leur fonctionnement, sont fiabilisés ou indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la perte simultanée de plusieurs de ces mesures de maîtrise des risques agissant sur un même scénario accidentel. »
<b>Constats :</b>  L'autonomie du groupe électrogène est estimée à plusieurs jours par l'exploitant. L'autonomie des onduleurs est de 30 minutes selon l'exploitant. En cas de perte d'alimentation électrique, le site est mis à l'arrêt. Le besoin en énergie est donc jugé faible par l'exploitant.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'autonomie du groupe électrogène et des onduleurs est à préciser dans la procédure relative aux conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de perte d'alimentation électrique. Dans cette procédure, l'exploitant justifie que le besoin en énergie dans cette situation est satisfait par ces équipements de secours.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 13 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Maintenance et test
<b>Prescription contrôlée :</b>  Arrêté du 04/10/2010 Art. 52 « Maîtrise des procédés.  Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'études de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.  Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie.  Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en

matière de maintenance et d'essais des dispositifs. »
<b>Constats :</b>  Les onduleurs font l'objet d'une maintenance par le fournisseur. L'exploitant a présenté le dernier rapport de contrôle du 24/10/2024 établi par la société EATON. Ces onduleurs étaient jugés fonctionnels. L'exploitant a indiqué comment bi-passer ces onduleurs.  La maintenance du groupe électrogène est réalisée en interne et en sous-traitance si besoin. Elle est enregistrée dans la GMAO (Lolita). Des tests hebdomadaires sont réalisés. Le démarrage du groupe n'a pas été testé lors de cette inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 14 : Plan d'action (6)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Mise en conformité
<b>Prescription contrôlée :</b>  Arrêté du 04/10/2010 Art 56 « Utilités. [...] Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1 <sup>er</sup> septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1 <sup>er</sup> janvier 2026 »
<b>Constats :</b>  L'exploitant n'a pas identifié si un plan d'action est nécessaire pour mettre son installation en conformité avec les dispositions de l'article 56 de l'AM du 4/10/2010.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit déterminer si un plan d'action est nécessaire pour mettre son installation en conformité avec les dispositions de l'article 56 de l'AM du 4/10/2010.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective

#### N° 15 : Surveillance eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 55
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, fuite
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les sites disposant d'une capacité totale réelle de liquides inflammables (hors fioul lourd) supérieure ou égale à 1 500 mètres cubes sont munis au minimum d'un puits de contrôle (piézomètre) en amont et de deux puits de contrôle en aval du site par rapport au sens d'écoulement de la nappe.



Le nombre exact de puits de contrôle et leur implantation sont définis suite aux conclusions d'une étude relative au contexte hydrogéologique du site ainsi qu'aux risques de pollution des sols.

Le niveau piézométrique et la qualité des eaux sont analysés de manière semestrielle. L'eau prélevée fait l'objet de mesures de substances fixées par arrêté préfectoral afin de caractériser une éventuelle pollution de la nappe au regard de l'activité actuelle du site.

Les résultats de la surveillance sont transmis à l'inspection des installations classées à une fréquence annuelle et sont accompagnés d'un commentaire sur les mesures correctives prises ou envisagées en cas de besoin.

La qualité des eaux est également vérifiée au minimum deux fois pendant les sept jours suivant chaque perte de confinement notable affectant une zone non étanche. En cas de pollution, l'inspection des installations classées en est immédiatement avisée.

**Constats :**

Selon l'article 37 de l'AM du 21/06/2019, cinq piézomètres sont répartis sur l'emprise du parc D : 2 en amont (Pz1 et Pz5), 3 en aval (Pz2, Pz3, Pz4)

Les résultats des deux campagnes semestrielles réalisées en 2024 ne font pas apparaître de pollution.

Sur la période 2020-2023, aucune pollution n'a été constatée.

Le Pz5 est signalé comme déformé. Sa remise en état est programmée en juin 2025.

Le sens d'écoulement indiqué par l'exploitant s'appuie sur la présence d'une crête altimétrique. Ce sens d'écoulement n'est pas issu de l'interprétation des relevés piézométriques réalisés lors des campagnes semestrielles.

L'exploitant a transmis une étude réalisée par ANTEA intitulée « Diagnostic initial - étapes A et B - évaluation simplifiée des risques parc D - A33662/B » datée du 14 mai 2004. Cette étude comprend 4 pages sur les eaux souterraines. L'exploitant indique que c'est cette étude qui a été prise en compte dans le DDAE de 2004 et qui justifie du nombre de piézomètres présents sur le site et repris dans l'arrêté d'exploitation. Or le contexte hydrogéologique n'est pas décrit en détail dans cette étude. Ce n'est pas une étude hydrogéologique.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

La remise en état du Pz5 est à confirmer.

Le sens d'écoulement des eaux souterraines est à déterminer par l'interprétation des relevés piézométriques.

L'exploitant doit transmettre l'étude hydrogéologique ayant permis de définir le nombre exact de puits de contrôle et leur implantation.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective